

Zitierhinweis

Foa, Jérémie: review of: Robert Descimon / José Javier Ruiz Ibáñez, *Les ligueurs de l'exil. Le refuge catholique français après 1594*, Seyssel: Champ Vallon, 2005, in: ~ *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2011, 2.1 - Mobilités, p. 546-547, DOI: 10.15463/rec.1189735894, downloaded from Website

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

de l'EHESS, 1986 et 1989 et Hilde de RIDDER-SYMOENS (éd.), *A history of the university in Europe. 2, Universities in Early Modern Europe (1500-1800)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

2 - Nancy G. SIRAISI, *Medicine and the Italian universities, 1250-1600*, Leyde, Brill, 2001.

**Robert Descimon
et José Javier Ruiz Ibañez**

Les ligueurs de l'exil. Le refuge catholique français après 1594

Seyssel, Champ Vallon, 2005, 317 p.

Aussi bien dans la mémoire que dans l'historiographie nationale, la Ligue n'est pas en odeur de sainteté. Que dire alors de ces ligueurs parmi les ligueurs qui, *nolens volens*, « choisirent » l'exil vers les terres du roi d'Espagne plutôt que la France d'Henri IV ? Si ce dernier, pour conserver son royaume, dut changer de religion, les premiers, pour garder leur religion, durent changer de royaume. Parce que ces « ligueurs de l'exil » sont deux fois tombés, sous l'accusation de traîtres à la nation et d'extrémistes religieux, les auteurs, l'un Français l'autre Espagnol, se demandent si l'instruction a été « menée selon les règles du métier d'historien » et affichent à raison une « indifférence méthodologique à l'égard des enjeux et des conflits qui soulevaient les énergies des hommes des XVI^e et XVII^e siècles » (p. 7). Certes, comme ils le rappellent, l'inégal traitement mémoriel du Refuge huguenot et de l'exil ligueur, l'un glorifié, l'autre éclipsé, ne tient pas seulement à des enjeux politiques : la poignée de catholiques émigrés aux Pays-Bas fait pâle figure au regard des quelque 200 000 huguenots bannis.

Pourtant, les raisons de cette occultation sont à chercher ailleurs et se révèlent riches d'enseignements non seulement sur l'historiographie (passée du nationalisme à l'œcuménisme), mais aussi sur l'histoire politique et surtout religieuse du premier XVII^e siècle : à cet égard, la suggestive introduction propose de lire la Ligue comme un « observatoire des mutations religieuses du XVII^e siècle » (p. 7-49). L'« oubliance » est d'emblée politiquement nécessaire à Henri IV s'il veut réintégrer ses adversaires d'hier : une France réunifiée autour de son roi a besoin d'occulter les forces centrifuges de naguère. Plus profondément, cet oubli se rattache à l'« ontologie » politico-

religieuse des ligueurs, radicalement différente de celle qui finit par triompher au XVII^e siècle, proposée conjointement par l'absolutisme henricien et le catholicisme tridentin. Meilleurs représentants de cette ontologie ligueuse, les exilés ont refusé la solution de façade imposée par le Béarnais avec l'aval de Rome, « un simple reflet des formes du culte » qui faisait silence sur les querelles théologiques, une prédominance du faire sur le croire (p. 17). Ils sont partis comme d'autres ont choisi l'exil intérieur centré sur les croyances et les mouvements de l'âme. Les ligueurs de l'exil repoussent la nouvelle « ontologie de la Transcendance » qu'on leur propose : non seulement Rome leur refuse des « saints ligueurs », les prive de martyrs mais encore leur faut-il désormais appeler « ceux de la nouvelle religion » les hérétiques d'hier. Tandis que le dispositif sotériologique qu'ils approuvent se caractérise par l'immanence du divin, la prolifération du sacré dans le monde (présence du Christ dans l'hostie, du saint dans ses reliques), le nouveau catholicisme repose sur une séparation du religieux et du politique, sur un Dieu transcendant « fondamentalement inconnaissable et pratiquement aux abonnés absents » (p. 28). Partant, c'est bien le processus de « confessionnalisation » qu'ils rejettent en fuyant, tant il emporte nécessairement l'asservissement de l'Église à l'État. « Les ligueurs étaient bien des anciens chrétiens » (p. 38). Moins des « traîtres pro-espagnols » donc que des chrétiens d'un autre âge, moins des réfugiés politiques que des exilés religieux, ce que confirme un raisonnement contre-factuel décisif : « si la Ligue avait été un si grand mouvement d'identification à la cause espagnole, le nombre de ligueurs qui ont fini par partir [...] n'aurait pas été si réduit » (p. 35).

Les auteurs comptabilisent, au gré d'une impressionnante recherche dans les archives, moins d'un millier de réfugiés aux Pays-Bas : 200 à 250 membres de maisons nobiliaires, autant de « combattants », 200 réfugiés des villes et 70 marins. D'abord, les « résidus de la ligue nobiliaire » : quelques grands seigneurs flanqués de leur clientèle, dont le plus puissant est le duc d'Aumale, bien que peu crédible aussi bien politiquement que militairement. À Bruxelles, le duc entraîne avec lui sa clientèle, quelque 80 personnes, « l'ombre » de ce qu'elle avait été en France. Parmi les combattants, les

plus emblématiques sont le maréchal de Rosne (mort en 1596) ou Denis de Roissieu, professionnels de la guerre qui viennent grossir les rangs de l'armée des Flandres sans jamais réussir à former un « ensemble militaire cohérent et autonome ». Les plus nombreux enfin sont les ligueurs des villes, surtout Parisiens et Picards, pâles reflets de la géographie de l'adhésion urbaine à la Ligue. Tous sont référencés en fin de volume dans un précieux « dictionnaire des ligueurs réfugiés » (p. 261-275).

Peu partirent donc mais ceux qui le firent n'avaient vraisemblablement pas d'autre choix. À l'évidence, les motivations économiques et même clientélares du départ ne furent que peu déterminantes. De fait, l'Espagne n'accorda jamais que 56 pensions : leur nombre comme leur montant s'effondrèrent au lendemain de la paix de Vervins ; puis elles furent monopolisées par les Grands, notamment le duc d'Aumale qui accaparait 84 % des pensions en 1609. Les bourgeois qui prirent le chemin de l'exil et obtinrent une pension le firent la plupart du temps à titre individuel, dans une relation directe avec Philippe II. Malgré cela, ils eurent le plus grand mal à maintenir leur train d'antan : certes, le pouvoir espagnol reconnaît les titres acquis durant la Ligue – et l'on sait bien que celle-ci offrit l'occasion à ses militants d'une ascension sociale rapide par l'acquisition d'offices naguère inaccessibles. Mais les pensions ne sont jamais à la hauteur et créent un abîme entre le titre du Français et le statut de l'immigré. Les départs sont donc pour partie contraints. Les villes ligueuses troquent leur blanchiment contre l'exil de quelques boucs émissaires, les plus visibles ou les plus engagés dans la répression contre le camp royaliste. Ceux qui prennent la route devancent ou fuient les punitions qu'on leur réserve et confirment par la direction de leurs pas l'horizon que la propagande royaliste assignait à l'avance aux ligueurs : l'Espagne. En dernière instance, la proximité des Pays-Bas et une fascination de longue date pour l'Espagne, lieu mythifié d'une soumission du roi à l'Église, expliquent cette destination.

Y eut-il pour autant une « communauté ligueuse dans l'exil » ? C'est ce que les auteurs montrent à travers un faisceau de preuves. Les « réfugiés », devenus « immigrés » à partir de 1598, partagent un même imaginaire : l'oppo-

sition aux « Politiques », la conviction d'une trahison du roi de France, l'image d'une collectivité en plein Sinaï qui a payé d'un lourd tribut sa « liberté de conscience ». Mais les sources manquent sans doute pour traquer leurs pratiques collectives au-delà d'un imaginaire partagé : ils se dotent d'un porte-parole, habitent souvent aux mêmes endroits et s'en remettent, à Paris, aux mêmes notaires. On sait qu'ils fréquentent souvent les mêmes lieux (la chapelle musicale du palais de Cauberg), sans doute les mêmes églises. Mais les divisions sociales qui les travaillent leur permettent-elles de se penser comme un ensemble cohérent ? Seuls 26 des 97 bourgeois recensés à Bruxelles parviennent à faire venir leur famille aux Pays-Bas. D'autant plus que la « division politique du travail familial » ne les incite pas à ce rapprochement : les offices, transmis par les hommes, sont confisqués, mais les maisons et les terres peuvent être sauvées grâce à de savantes pratiques de séparation de biens en faveur de leurs femmes, souvent restées en France. À partir de 1598, plusieurs essaient de revenir en France au prix de reniements plus ou moins sincères. Progressivement, comme l'écrivent les auteurs, cette « communauté » est « de moins en moins unie par le passé et par un projet collectif concret et de plus en plus par la condition de pensionnaires français du roi d'Espagne » (p. 197). En d'autres termes, une « communauté d'expériences se substitue à l'expérience de la communauté » (p. 136, Pierre Bourdieu, Abdelmalek Sayad).

Un livre en définitive qui, par la finesse de ces analyses et l'ampleur de son érudition, donne à penser bien au-delà de son objet propre, éclairant les motifs et les réseaux de l'exil, le fonctionnement des clientèles, l'imaginaire des diasporas et le rêve, jamais tari, d'un retour rapide au pays.

JÉRÉMIE FOA

Nathalie Genet-Rouffiac

Le grand exil. Les Jacobites en France, 1688-1715

Paris, Service historique de la défense, 2007, 701 p.

Inscrire l'histoire de l'exil jacobite en France au sein de l'histoire militaire, politique, diploma-